

Si les PDG du CAC étaient au salaire maxi

Pour Carlos Ghosn, la chute est dure. Le PDG de Renault et Nissan a perçu l'an dernier la bagatelle de 4379104 euros au titre de ses rémunérations fixes, variables, de ses options sur les actions du groupe et autres avantages réservés aux hauts dirigeants. Cela représente 206 fois ce que touche un ouvrier de Renault au bas de l'échelle, au coefficient 165.

La Confédération européenne des syndicats propose que, dans toutes les entreprises,

l'écart entre le plus bas et le plus haut salaire ne puisse dépasser 1 à 20. Dans le cas du patron de Renault, cela ramènerait sa rémunération à un peu plus de 425 000 euros par an. Le Front de gauche de son côté avance l'idée que, par le biais de la fiscalité, l'on puisse établir un revenu maximum fixé à 20 fois le revenu médian, soit aujourd'hui 360 000 euros par an. Adieu veau, vache, cochon, Fouquet's,...

Chez PSA Peugeot Citroën, compte tenu du recul des bénéfices du groupe passés de

1,2 milliard à 588 millions d'euros, le PDG, Philippe Varin, a eu le bon goût de se contenter de sa rémunération fixe annuelle de 1,3 million d'euros, renonçant à se faire verser quelques millions de plus au titre de ses rémunérations supplémentaires habituelles : rémunérations variables, exceptionnelles et autres versements en actions du groupe. Ce million et quelque d'euros de M. Varin lui a permis néanmoins de gagner l'an dernier 72 fois ce que perçoit un salarié français du groupe au bas de l'échelle. **DDD**

DDD Aujourd'hui, il est encore trop tôt pour faire un bilan de l'ensemble des rémunérations 2011 des patrons du CAC 40. L'an dernier, un cabinet spécialisé avait révélé qu'en cinq ans, elles avaient progressé de 34 %. Sans aucun doute, en 2011, la hausse aura été plus modeste. D'abord parce que l'affichage de ces gains astronomiques a profondément choqué l'opinion. En second lieu parce que les résultats de plusieurs grands groupes, notamment de certains établissements bancaires, ont baissé.

LE FANATISME DE L'ARGENT POUR L'ARGENT

Cependant, la morgue de plusieurs patrons flambeurs les a quand même poussés à appuyer sur le champignon. Ainsi, Bernard Arnault, première fortune d'Europe et proche du président candidat, Nicolas Sarkozy, a fait passer les rémunérations que lui verse le groupe Louis-Vuitton-Moët-Hennessy, dont il est le principal actionnaire, de 4023 136 euros en 2010 à 4546 863 euros en 2011, soit une hausse de 13 %. Les ré-

munérations de l'ensemble des membres du comité de direction et du conseil d'administration (où siège Bernadette Chirac) de LVMH sont passées de 103 à 120 millions d'euros entre 2010 et 2011, augmentant ainsi de 16,5 %.

Cette perte de sens au plus haut niveau de la hiérarchie des entreprises françaises, ce fanatisme de l'argent pour l'argent contribuent à l'enfoncement du pays, à son affaiblissement. C'est, effectivement, au nom de la rentabilité financière que les effectifs français de Renault sont passés de 42918 en 2006 à 36834 salariés à la fin 2011, que l'entreprise au losange est devenue, après les groupes pétroliers, la première source de déficit du commerce extérieur français.

Il y a plusieurs remèdes pour soigner cette folie financière. La fiscalité est une arme, mais pas la seule. Il faut surtout oxygéner la direction de ces groupes de telle façon que les salariés et les populations puissent dire leur mot, faire prévaloir les intérêts du peuple travailleur.

PIERRE IVORRA